Au Mali, la difficile défense des expulsés

Clara Lecadet

► To cite this version:

Clara Lecadet. Au Mali, la difficile défense des expulsés. *Plein Droit*, 2014, 102 (3), pp.39-42. 10.3917/pld.102.0039 . hal-01809406

HAL Id: hal-01809406

<https://hal.science/hal-01809406>

Submitted on 6 Jun 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

AU MALI, LA DIFFICILE DÉFENSE DES EXPULSÉS

Clara Lecadet

GISTI | *Plein droit*

2014/3 - n° 102
pages 39 à 42

ISSN 0987-3260

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-plein-droit-2014-3-page-39.htm>

Pour citer cet article :

Lecadet Clara, « Au Mali, la difficile défense des expulsés »,
Plein droit, 2014/3 n° 102, p. 39-42. DOI : 10.3917/pld.102.0039

Distribution électronique Cairn.info pour GISTI.

© GISTI. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Créée en 1996 à Bamako, l'Association malienne des expulsés constitue une pionnière dans ce domaine. En 20 ans, elle a su faire émerger sur la scène politique malienne la question du retour et de la « réinsertion » des expulsés maliens, et donner de la voix à des « inaudibles ». Mais chaque médaille a son revers.

Au Mali, la difficile défense des expulsés

Clara Lecadet, *chercheuse associée au Laboratoire d'anthropologie urbaine, EHESS*

L'Association malienne des expulsés (AME) tire son origine de réunions improvisées dans les locaux du Haut Conseil des Maliens de l'extérieur où des Maliens expulsés de différents pays (France, Angola, Zambie, Arabie Saoudite, etc.) venaient faire l'inventaire de leurs biens perdus et désignaient des porte-parole pour signifier leur existence au gouvernement. Créée en 1996 à Bamako, elle constitue une initiative pionnière en termes de rassemblement des expulsés. Privés de « nom » et inaudibles, objets d'un fort opprobre social et politique, les expulsés n'ont alors aucune existence politique.

En presque vingt ans, l'association a fait émerger des questions qui touchent au retour des expulsés et à leur possible ou impossible réinscription dans leur pays d'origine : leur traitement et leur accueil à leur arrivée, les possibilités de recours juridiques pour la récupération des biens perdus, des salaires impayés¹

ou pour un retour en immigration², leur réinsertion professionnelle, ainsi que la coresponsabilité des États dans la mise en œuvre de ces mesures. Ces questions juridiques, sociales et politiques font émerger le champ impensé et souvent perçu comme indéterminé politiquement de l'après-expulsion. Guidée par un principe d'auto-organisation, l'Association malienne des expulsés aspire à donner aux expulsés une instance de représentation collective et de participation, qui leur permette de faire entendre leur voix dans l'espace public et de peser sur les choix politiques des autorités maliennes et européennes.

La marche pour la libération des Maliens du « 36^e charter Debré » emprisonnés à leur arrivée à Bamako en 1997, la campagne de lutte contre la signature des accords dits de « réadmission » avec la France et contre l'adoption par le Parlement européen de la « directive relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier », dite « directive retour », en 2008, l'accueil et la prise en charge des expulsés à l'aéroport de Bamako, ont progressivement hissé l'association au rang d'un véri-

table acteur politique. Engagée dans les mobilisations internationales contre le durcissement des politiques migratoires, l'Association malienne des expulsés a également été consultée par les instances politiques et les agences en charge des migrations, promoteurs d'une « approche globale des migrations » préconisée par l'Union européenne lors du conseil européen de Séville en 2002³. L'après-expulsion a fait par conséquent l'objet d'un investissement politique croissant de la part des États, des agences internationales et des ONG, soucieux de légitimer les retours forcés par une meilleure prise en compte des difficultés liées à leur impact dans les pays d'émigration. Les politiques migratoires, qui s'élaborent et agissent à différentes échelles et impliquent une pluralité d'acteurs (États, agences internationales, ONG, acteurs privés, etc.), cherchent à concilier le caractère répressif des dispositifs d'expulsion avec des mesures destinées à accompagner les migrants dans le processus du retour.

L'Association malienne des expulsés, qui a acquis un statut et une place particulières sur la scène des mobilisations en Afrique et en Europe contre le durcissement des politiques à l'égard des immigrés, a ainsi été prise entre son élan initial – favoriser l'émergence de formes de représentation pour les expulsés et contester les mesures qui les frappent – et l'inclusion progressive dans un processus de concertation politique. Ce *double-bind* (double contrainte) interroge de manière emblématique la possibilité et les significations d'une politique pour les expulsés, les marges d'action mais aussi les risques d'instrumentalisation d'une mobilisation qui tente d'affirmer l'existence collective de sujets déniés politiquement.

Le refus de l'affiliation partisane

Les sympathies et les compagnonnages de l'Association malienne des expulsés l'ont, depuis sa création, inscrite dans une identité de « gauche ». Oumar Mariko, député et fondateur du parti SADI (Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance), et Mohamed Tabouré, éditorialiste du *Sanfin*, le journal du mouvement ouvrier et populaire du Mali, ont été parmi les premiers à soutenir les expulsés qui se rassemblaient de façon informelle pour poser les bases de revendications communes. L'articulation entre la création de l'association et la constitution d'un collectif de soutien très politisé, qui rassemble des personnalités et des organisations clefs de la vie associative et syndicale malienne, donne un écho immédiat à ses premières actions et lui assure des relais médiatiques et des soutiens politiques durables.

En mars 2008, l'Association malienne des expulsés

et le Forum pour un autre Mali (Forum), aux côtés d'autres organisations maliennes et de réseaux européens de défense du droit des migrants, engagent une vaste mobilisation contre la signature, par le gouvernement malien, de partenariats économiques avec la France qui comportent des clauses de réadmission destinées à accroître le nombre de laissez-passer consulaires indispensables pour expulser. Oumar Mariko, qui préside la commission des affaires étrangères, introduit alors l'Association malienne des expulsés auprès du président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, qui se déclare personnellement opposé à cette signature. Lors d'un débat parlementaire, des députés interrogent le gouvernement pour dénoncer les risques de ces accords. D'abord lancée comme un motif de mobilisation, l'exhortation faite à l'État malien de ne pas faciliter l'expulsion de ses ressortissants par les autorités françaises devient une question dont s'empare la classe politique. Le parti SADI fait de la prise en compte du sort des ressortissants maliens fragilisés par le durcissement des politiques migratoires européennes un ressort de son programme politique. Au terme de longues et âpres négociations marquées par le refus du gouvernement malien de signer, le président Amadou Toumani Touré déclare vouloir faire de l'immigration l'enjeu d'un grand débat national.

La politisation de la question de l'expulsion dans le cadre de ces mobilisations en a fait l'enjeu d'un rapport de forces international et un symbole de la persistance des inégalités entre le Nord et le Sud⁴; l'Association malienne des expulsés demandait plus d'engagement politique de la part des autorités maliennes, dans ce moment où, selon leurs propres mots, les expulsés se retrouvaient abandonnés et sans rien. La contestation vise les États qui expulsent mais aussi l'État malien, accusé d'abandonner ses ressortissants. Le mouvement dépasse alors le cadre national. En 2008, l'Association malienne des expulsés exprime ses craintes devant les députés de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) lors d'un séminaire sur « le rôle des parlementaires dans la gestion de l'émigration en Afrique de l'Ouest » et relaie les mobilisations européennes contre le renforcement des moyens de l'agence Frontex⁵ et contre l'adoption par l'Europe de la « directive retour ».

Elle se trouve ainsi prise entre une ligne contestataire assez radicale – en 2008, l'« Appel de Bamako » demande à l'État malien de combattre les expulsions – et l'engagement dans un processus de concertation politique qui donne de l'ampleur à ses revendications mais risque aussi d'entamer son indépendance vis-à-vis des partis et des institutions qu'elle a revendiquée depuis son origine.

En effet, même si les médias et les partis de la gauche populaire malienne ont vu dans la figure de l'« expulsé » le paradigme du durcissement des politiques migratoires à l'échelle européenne et mondiale, le refus de l'affiliation partisane a été le garant de l'indépendance de l'Association malienne des expulsés, non seulement vis-à-vis des instances politiques mais aussi vis-à-vis des ONG qui financent ses activités (la Cimade, Medico International, Médecins du Monde). Se posant en structure susceptible de donner un espace de représentation et de parole aux expulsés, elle multiplie les contacts avec les instances politiques, nationales et internationales, tout en se tenant à distance de tout étiquetage politique qui viendrait amoindrir l'originalité de ses prises de position et la crédibilité de son action sociale et juridique. Elle dispose d'une marge de manœuvre étroite : alors qu'elle dénonce l'implication de l'État malien dans l'expulsion de ses ressortissants ou la répression, lors d'un débat sur le thème de la liberté d'expression au Mali en 2009, d'un sit-in organisé devant l'Assemblée nationale l'année précédente, elle refuse toutefois de se présenter comme une force d'opposition. Cette défiance vis-à-vis des formes institutionnelles de la politique l'amène également à se tenir à l'écart des partis, y compris quand les membres les plus politisés de son collectif de soutien veulent faire de leur compagnonnage avec l'association un argument de leur campagne électorale en 2010.

Cette volonté de trouver un mode de représentation pour les expulsés, qui s'écarte des canons traditionnels de la politique et qui interroge la représentativité même de l'association (le passage à l'action collective ne concerne en réalité qu'une infime partie des migrants), pose la question des marges d'action et des formes de participation dont les expulsés peuvent se prévaloir.

Posture critique

Les premières rencontres, en 2008, avec le ministre des Maliens de l'extérieur et l'ambassadeur de France à Bamako montrent le poids symbolique de la pression exercée par l'Association malienne des expulsés contre la signature des accords de réadmission, mais elles répondent aussi à l'intérêt croissant de la classe politique malienne et internationale pour une « approche globale » des politiques migratoires pro-

mue par l'UE. Dans cette optique, des membres de l'association rencontrent plusieurs fois des représentants du Parlement européen en 2010 et 2011 et participent, en 2011, à la réunion de consultation sur l'approche globale sur les migrations organisée par l'UE à Dakar.

» L'histoire de l'Association malienne des expulsés est prise en tension entre le désir de représentation de sujets jusque-là privés d'existence politique et la légitimation de la coercition à l'égard des migrants.

Dans le même temps, l'Association malienne des expulsés est convoquée dans le cadre des consultations autour de l'élaboration d'une politique nationale migratoire que le gouvernement malien mène sous les pressions conjuguées de l'UE et des agences en charge des migrations (Office international des migrations – OIM, Centre d'information et de gestion des migrations – Cigem⁶), dans le but d'harmoniser les politiques migratoires en Europe et en Afrique. Les motifs avancés lors de ces consultations se démarquent des mots d'ordre radicaux sur l'arrêt des expulsions et sur la défense du principe de libre circulation qui animent les mobilisations. Dans son argumentaire, l'Association malienne des expulsés insiste sur l'accueil et

la réinsertion professionnelle des expulsés, sur une meilleure gestion de la migration légale de travail et sur l'apport de la diaspora pour le développement du pays d'origine, thèmes plus consensuels que l'appel à l'arrêt des expulsions. Pourtant, cette position consensuelle n'empêche pas l'association de se montrer critique à l'égard de l'avant-projet de politique nationale migratoire qui résulte de ces consultations, dénonçant comme contraire au principe de la libre circulation une clause obligeant les citoyens à déclarer toute sortie du territoire national.

Si elle saisit l'opportunité de faire entendre sa voix auprès des instances politiques, l'association n'est toutefois pas dupe de l'instrumentalisation politique dont elle fait alors l'objet. Certes, les rencontres avec l'ambassadeur de France facilitent l'examen de dossiers de regroupement familial pour des personnes expulsées ; mais elles sont aussi l'occasion pour celui-ci de rediscuter des accords de gestion concertée des flux migratoires non signés ou de s'appuyer sur les réseaux de l'association pour informer les migrants du nouveau dispositif internet de prise de rendez-vous au consulat de France. Autre exemple de position « hybride », à l'occasion d'une audition en novembre 2011 au Sénat français, sur l'invitation du sénateur socialiste Richard Yung, l'association aborde des questions relatives à la situation des sans-papiers en France et des expulsés au Mali, mais elle entérine

aussi le fait de l'expulsion comme une dimension désormais inhérente de la politique européenne.

Un début de contre-pouvoir

Le risque de l'instrumentalisation et de l'hybridation concerne probablement toutes les luttes fondées sur l'auto-organisation de populations reléguées. Le processus de concertation conjugué au maintien d'une position critique relève d'un équilibre difficile dans un espace politique lui-même redéployé. Les différentes échelles auxquelles intervient l'Association malienne des expulsés sont en effet emblématiques de la composition d'un espace où États, UE, ONG et agences internationales agissent de concert pour tenter de poser les bases d'une gouvernance des migrations. Mais elles sont également emblématiques de la composition d'un espace de mobilisation et d'une critique politique qui dépassent les partitions étatiques. Les forums sociaux mondiaux, les forums des migrations, les forums sociaux en Afrique et en Europe, les ateliers organisés par des réseaux africains, les forums et les sommets organisés par les réseaux de défense des droits des migrants en Europe et dans le monde, auxquels participe l'Association malienne des expulsés, dessinent un espace transnational de mobilisation qui apparaît comme un début de contre-pouvoir face aux reconfigurations de l'espace politique générées par les tentatives d'une « approche globale » des migrations.

Ces forums permettent en effet l'émergence de modes de représentation collective pour les migrants, comme en témoigne l'adoption en 2006 de la Charte mondiale pour les migrants (dont Ousmane Diarra, président de l'Association malienne des expulsés, est le coordinateur), proclamée à nouveau à Gorée, en marge du forum social mondial de Dakar en 2011. La création, lors du forum social marocain à Bouznika en 2008, de l'Assemblée des migrants dont l'Association malienne des expulsés est membre fondateur, et de la plateforme Justice sans frontière pour les migrants dont elle assure la présidence, participe également de cet effort pour une représentation accrue des migrants, qui dépasse le cadre national et permet une meilleure défense de leurs droits.

La constitution d'un dialogue sur les migrations à l'échelle africaine et mondiale où les organisations

de la société civile sont régulièrement consultées et amenées à formuler des recommandations⁷, ouvre un espace de représentation pour l'Association malienne des expulsés et d'autres associations de migrants, en même temps qu'elle les entraîne dans un processus qui vise *in fine* à conforter l'élaboration et la mise en place des politiques migratoires promues par les instances internationales. L'histoire de l'Association malienne des expulsés est prise dans cette tension entre le désir de représentation de sujets jusque-là privés d'existence politique et leur incorporation dans un processus général de légitimation de la coercition à l'égard des migrants. Ce processus qui consiste à ajouter au caractère répressif des dispositifs d'expulsion un volet social et humanitaire, vise à atténuer les conséquences les plus dramatiques des expulsions mais n'en discute pas le principe. Le glissement d'une contestation radicale en faveur d'un changement de paradigme politique vers l'allégeance plus ou moins forcée à une politique pour les expulsés conçue par les États, les agences internationales en charge des migrations et les ONG, expose l'association au reproche de n'être plus qu'un alibi dans la perpétuation des expulsions. ♦

¹ En Algérie et en Mauritanie, il est courant que les étrangers en situation irrégulière soient dénoncés à la police par leurs employeurs, pour qui leur expulsion constitue un moyen cynique de ne pas s'acquitter du versement de mois de salaires impayés. À Nioro du Sahel au Mali, Jacques Traoré, le représentant de l'AME, tente d'obtenir auprès des employeurs mauritaniens le reversement des sommes dues aux travailleurs sans-papiers expulsés de Mauritanie.

² Ces recours, difficiles à mettre en œuvre, ont parfois permis un retour en France de la personne expulsée, lorsque celle-ci y avait laissé un(e) conjoint(e) et/ou des enfants.

³ Cette approche globale vise à créer une coopération entre les pays d'origine, de transit et de séjour des migrants dans la mise en œuvre de la politique migratoire européenne.

⁴ Voir le « Plaidoyer pour une politique migratoire maliano-française véritablement concertée et solidaire » lancé par l'AME et le Forum.

⁵ Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne, créée en 2004.

⁶ Né d'une coopération entre le gouvernement du Mali et la Commission européenne en vue de fournir une réponse au phénomène de la migration, le Cigem, inauguré en 2009 à Bamako, a pour objectif d'assister le Mali à définir une politique migratoire en réponse aux préoccupations des migrants potentiels, des migrants de retour et des expatriés maliens. www.cigem.org

⁷ À titre d'exemples, l'atelier de restitution de l'étude sur les migrations intrarégionales en Afrique de l'Ouest en 2010 à Bamako, le Haut Dialogue sur les migrations organisé sous l'égide des Nations Unies à New York en 2013.